



HAL
open science

Faire soi-même (autoconstruire) : un travail émancipateur ?

Sandra Fiori, Rovy Pessoa Ferreira, Tanaïs Rolland

► To cite this version:

Sandra Fiori, Rovy Pessoa Ferreira, Tanaïs Rolland. Faire soi-même (autoconstruire) : un travail émancipateur ?. Penser-Faire : quand des architectes se mêlent de construction, Editions de l'Université de Bruxelles, 2021, Architecture, urbanisme, paysagisme, 978-2-8004-1757-8. hal-04817520

HAL Id: hal-04817520

<https://hal.science/hal-04817520v1>

Submitted on 3 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Abstracts

FR

Ce chapitre s'intéresse aux valeurs et aux imaginaires qui circulent autour des revalorisations actuelles de l'autoconstruction en architecture et en urbanisme. En réaction à la tendance à romantiser cette revalorisation, ce chapitre insiste sur la nécessité d'une approche contextualisée et critique des pratiques d'autoconstruction. Il propose, pour ce faire, d'aborder ces pratiques dans leurs dimensions à la fois politiques et économiques, à partir de la notion de travail. Le corps du texte confronte des analyses qui rattachent ces pratiques à un horizon d'émancipation à d'autres qui critiquent le rôle qu'elles jouent au sein de l'économie de marché. L'un des apports de ce chapitre est d'aborder la pensée d'Ivan Illich – en particulier ses notions de « chômage créateur » et de « travail fantôme » – et de faire le parallèle entre l'intérêt croissant pour ses écrits et la revalorisation de l'autoconstruction dans le champ de l'architecture. Par leur caractère utopique, ces travaux témoignent effectivement particulièrement bien de l'idéal d'autonomie attribué au faire soi-même.

EN

This chapter focuses on the values that are associated with the growing prominence of self-help construction in the fields of architecture and urban planning. In the face of a tendency to romanticize self-help construction, the authors call for a more contextualized and critical approach. They put forward the political and economic backgrounds of such practices, emphasizing the notion of labour. The chapter confronts the proclaimed link between self-help and an emancipatory horizon with other analyses that criticize the role it actually plays within the market economy. One of the contributions of this chapter is a discussion of the work of Ivan Illich, whose prominence in architecture is growing alongside the rising use of self-building, and whose utopian approach emphasises particularly well the ideal of autonomy attributed to these practices.

11 Faire soi-même (autoconstruire) : un travail émancipateur ?

Sandra Fiori, Rovy Pessoa Ferreira
et Tanaïs Rolland

En réponse aux questions posées par la revalorisation du « faire » en architecture, nous nous intéressons dans ce chapitre au regain d'intérêt porté à l'autoconstruction, pour mettre en débat les valeurs et les imaginaires dont elle fait l'objet. L'autoconstruction, relevant de pratiques très diverses, tend aujourd'hui à jouer, pour reprendre un constat dressé par Hallauer à propos du « vernaculaire », le rôle de « vecteur rhétorique et mobilisateur » dans la recherche d'alternatives aux formes dominantes ou institutionnalisées de la production architecturale et urbaine classique [Hallauer, 2017 : 3]⁹¹. Elle trouve notamment son sens dans l'intérêt porté aux processus d'expérimentation comme contrepoints aux programmes figés et aux objets finis. L'un de ses enjeux est de retrouver des possibilités d'appropriation du côté des manières de concevoir aussi bien que des manières d'habiter. Le regain d'intérêt pour l'autoconstruction traduit ainsi la valorisation d'un « faire soi-même » créateur qui va de pair avec le « faire avec peu », dans l'incertitude, en marge des institutions ou contre elles, mais avec les habitants ou plus généralement ensemble [voir, par exemple, Chiaperro, 2017].

Ces représentations associées à l'autoconstruction prennent toutefois des formes différentes : on en trouve l'expression dans les démarches portées par les « collectifs d'architectes militants » [Macaire, 2018] qui, à la suite d'un

91 S'intéressant dans sa thèse à la manière dont les alternatives architecturales et urbaines mobilisent le « vernaculaire », Hallauer dresse le constat suivant : « [les revendications vernaculaires] recouvrent, sous ce même terme, des champs référentiels très ouverts. Elles racontent le *Do It Yourself* et le monde du libre. Elles parlent d'informel, de spontané, de brut, d'incrémental, de participatif, d'autoconstruction. Elles explorent les « communs », la « biorégion », la « mésologie » ou « l'écoumène ». [...] Très diverses dans leurs approches, champs référentiels, valeurs et intentions, ces revendications ont ceci de commun qu'elles emploient ce mot, vernaculaire, qui véhicule avec lui un champ singulier. Or il semble que ces grands écarts soulèvent de nombreux enjeux, à détecter derrière l'émergence de ce qui semble bien être un nouvel étendard. » [*Ibid.* : 23].

Lucien Kroll ou d'un Patrick Bouchain, par exemple, entendent repolitiser l'exercice de l'architecture sur la base d'une coopération pratique et plus horizontale entre professionnels et profanes. Mais aussi du côté d'architectes qui, s'intéressant à la morphologie des quartiers urbains autoconstruits dans les pays des Suds, mettent en avant la plasticité de leurs formes organiques et la capacité d'auto-organisation de leurs habitants [Brillembourg *et alii*, 2013]. Cette dernière approche, davantage dépolitisée, montre que la valorisation de l'autoconstruction tend parfois à la romantiser. Cela favorise une appréhension du faire soi-même détachée des réalités sociales, en particulier des conditions de précarité⁹². Or, l'autoconstruction, parce qu'elle relève de situations hétérogènes et souvent contrastées, ne peut pas être réduite à une valeur en soi.

En ce sens, le propos de ce chapitre est de chercher à dépasser la portée mobilisatrice et l'écueil d'une réification que suscite actuellement la thématique de l'autoconstruction, par une mise en débat contextualisée. Nous proposons plus précisément d'aborder l'autoconstruction à partir de la notion de travail, comme entrée permettant de mettre en perspective ses pratiques sous une dimension politique – à travers les rapports sociaux qui engagent ses acteurs – mais aussi économique – au moyen d'analyses qui en critiquent la fonction au sein de l'économie de marché.

Pour autant, comment nuancer le dualisme de grilles de lecture proches de ce que Boltanski et Chiapello [1999/2011] ont respectivement nommé, dans *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, « critique artiste » et « critique sociale » ? La première rattache l'autoconstruction à une perspective émancipatrice en dénonçant « le mensonge d'un ordre qui [...] loin de libérer les potentialités humaines d'autonomie, d'auto-organisation et de créativité [...], exclut les gens de la direction de leurs propres affaires, soumet les êtres humains à la domination de rationalités instrumentales ». La seconde, qui puise dans la tradition marxiste, met l'accent sur les rapports d'exploitation dont l'autoconstruction, comme solution subie par ceux qui n'ont d'autre choix pour se loger, constitue l'une des expressions [*Ibid.* : 91].

Comment, plus précisément, préserver la dimension subversive et contestataire du geste autoconstructeur à laquelle s'attache la critique artiste tout en évitant d'occulter les rapports sociaux et les différences de contextes auxquelles renvoie la diversité des pratiques d'autoconstruction ? Ces questionnements et les développements qui suivent trouvent leur origine dans la mise en dialogue de deux thèses de doctorat en cours, dont le point commun est de chercher à éclairer ces situations actuelles en s'appuyant sur des corpus théoriques

⁹² Voir à cet égard la manière particulièrement caricaturale de romantiser l'autoconstruction, sous la forme d'une récupération néo-libérale des attributs de l'informalité urbaine, comme en témoigne un article publié sur le blog *Demain La Ville by Bouygues Immobilier* : « Les bidonvilles, une forme exemplaire d'urbanisme ? », 11 janvier 2018. Disponible sur : <https://www.demainlaville.com/bidonvilles-modele-urbanisme/> (consulté le 13 septembre 2020). Bien que ponctué de points d'interrogation, cet article dépeint en effet les bidonvilles sous les traits d'un urbanisme vertueux, réduit à l'ingéniosité de leurs autoconstructeurs, à l'écologie de la récupération et à l'art de la participation spontanée.

élaborés dans les années 1960–1970. La première, menée par Tanaïs Rolland en philosophie politique, explore les imaginaires entourant la participation profane aux formes urbaines. En postulant la spécificité de l’urbanisme au sein des débats sur la démocratie, elle cherche quels concepts et grilles d’analyse philosophiques peuvent permettre de comprendre ce que veut dire « faire ensemble » la ville. Elle s’intéresse à l’autoconstruction comme l’une des expressions de ces imaginaires, au carrefour de pratiques d’organisation collectives concrètes et de cadres théoriques fournis par exemple par l’écologie politique. Cette dernière inscrit en effet l’autoconstruction dans la réhabilitation d’activités non marchandes, réalisées pour soi, à partir d’une critique des formes de dépossession de la vie quotidienne par le capitalisme industriel et, plus précisément, pour reprendre les termes de Gorz, par l’hétéronomie du travail moderne. L’autre thèse, menée par Rovy Pessoa Ferreira en architecture, porte sur les modes d’appropriation de l’espace et les stratégies immobilières au sein d’une grande favela de Sao Paulo. Les pratiques d’autoconstruction y sont analysées d’un point de vue empirique et situé, mais aussi de manière plus théorique, sous l’angle des mécanismes de reproduction de la ville précaire.

Le chapitre est structuré en deux parties qui entretiennent une relation dialectique entre elles. Elles proposent une lecture croisée du philosophe Ivan Illich. Ce choix d’accorder une place particulière à la pensée d’Illich tient d’abord à son caractère paradigmatique : par sa dimension utopique, elle est celle qui met le mieux en évidence l’idéal d’autonomie attribué au faire soi-même. Illich est aussi un auteur dont l’écho croissant, au sein des milieux architecturaux en quête d’alternatives [Grünig Iribarren, 2018], y accompagne la revalorisation de l’autoconstruction. Lui-même, dans *Le Chômage créateur* [Illich, 1997/2005] et *Le Travail fantôme* [Illich, 1981/2005], évoque à quelques endroits le sujet. La première partie s’attarde sur ces deux textes pour rendre compte de la manière dont ils rattachent l’autoconstruction à une perspective émancipatrice mais se prêtent aussi à une forme d’interprétation « romantique » : son esthétisation. La seconde partie revient sur le caractère subi, dominé, de l’autoconstruction au sein d’un urbanisme de la nécessité. En se saisissant de cadres d’analyse néo-marxistes brésiliens, cette partie décrit l’autoconstruction comme un « surtravail ». Elle permet d’éclairer la « romantisation » de l’autoconstruction par le biais d’une critique sociale, mais aussi de mettre cette analyse en dialogue avec celle qu’Illich fait du « travail fantôme ».

De l’autoconstruction, comme moyen d’émancipation, à son esthétisation

Comme l’a bien décrit Maniaque [2014] dans son analyse des contre-cultures architecturales aux États-Unis et en France, l’intérêt pour l’autoconstruction chez les architectes naît dans les années 1960–1970, où il se développe sur fond d’une critique du capitalisme et de ses effets, dans une société de

consommation alors en plein essor : dénonciation du productivisme et de la place acquise par la technologie, prise de conscience des désordres environnementaux, réaction à une technocratisation dont le rôle grandissant réduisait le citoyen à un simple consommateur et le privait d'une partie de sa liberté. Pour ceux qui, dans cette période, se sont essayés à l'autoconstruction, « construire de ses propres mains, faire l'apprentissage du travail de la matière, se servir d'outils » [*Ibid.* : 69–71] répondait à un idéal d'autonomie. Cet idéal d'autonomie trouve ainsi des racines dans une critique de la perte de sens résultant d'une société de la standardisation et de la marchandisation généralisée.

Faire soi-même contre les « professions mutilantes »

Dans ce contexte, participer à la fabrication des formes urbaines et architecturales jusqu'à l'autodétermination et l'autoconstruction de ces formes va de pair avec la mise en cause de l'expertise des professionnels et d'une hiérarchisation sociale fondée notamment sur la division entre travail intellectuel (la conception) et travail manuel (la construction). La toute-puissance d'un petit groupe de professionnels sur un domaine et le tort que cette toute-puissance porte à la démocratie sont ce qu'Illich décrit sous la notion de « profession mutilante » [1977/2005 : 60] : nombre d'activités, jusque-là assurées dans la sphère privée de la subsistance et dont « les gens avaient l'initiative à leur propre bénéfice » [*Ibid.* : 79], sont désormais transformées en services confiés à des corps de spécialistes (enseignants, médecins, architectes, etc.). Systématisées par l'État-providence, la professionnalisation et l'institutionnalisation croissante des besoins élémentaires sont pour Illich contre-productives. Sa rhétorique est connue : l'éducation abêtit, la médecine rend malade, la massification des transports qui permet l'urbanisation de périphéries lointaines crée de la dépendance à la distance, etc. Le processus est aussi aliénant – ou, dans le vocabulaire d'Illich, « mutilant » – car il accentue la standardisation des comportements individuels et dépossède chacun de la définition, du contrôle et de l'expression de ses propres besoins et outils.

Illich dénonce alors un « autoritarisme » [*Ibid.* : 46] où l'expert, en plus de constituer un « fabricant professionnel de besoins » [*Ibid.* : 87–88], se rend indispensable, s'arroge « le rôle d'arbitre » [*Ibid.* : 50] prescripteur du bien public, et fixe la norme et la déviance : la norme là où il intervient, la déviance là où il est absent. Or, plus la société investit les professionnels d'une légitimité à définir des besoins et à les transformer en droits, plus la liberté des citoyens s'amenuise. La citation ci-dessous, extraite de l'ouvrage *Le Chômeur créateur*, exemplifie la thèse d'Illich pour ce qui concerne le logement : la production normalisée de l'habitat et des fonctions qui l'accompagnent accroît la dépendance des plus pauvres, renforçant du même coup les inégalités sociales :

Le jour où le Venezuela a passé une loi réglementant le droit du citoyen à l'« habitat » – marchandise comme une autre –, les trois quarts des familles ont découvert que les maisons élevées de leurs

mains n'étaient que des bicoques. En outre, et pour ne rien arranger, la construction par les simples citoyens était fortement découragée car il devenait illégal de bâtir sa maison sans permis de construire, accordé uniquement sur soumission d'un plan d'architecte. Les matériaux de rebut et de récupération qui servaient jusque-là, à Caracas, d'excellents matériaux de construction créaient désormais un problème d'évacuation de déchets solides. L'homme qui produit son propre « habitat » est toisé comme un déviant qui refuse de coopérer avec le groupe de pression local pour la fourniture d'unités d'habitation édifiées en série. En outre, d'innombrables réglementations font passer la simple ingéniosité dans le camp de l'illégalité, voire du délit. [*Ibid.* : 37]

Une utopie source d'ambiguïtés vis-à-vis de la précarité

Provocante et percutante comme le sont souvent les prises de position d'Illich, cette citation exprime particulièrement bien les ambivalences que suscite potentiellement sa pensée, laissant en l'occurrence ici la porte ouverte à une lecture « romantisante » de l'autoconstruction. La raison tient à sa construction rhétorique elle-même, mais aussi aux glissements interprétatifs auxquels peuvent donner lieu les notions de « subsistance » et de « vernaculaire ». Ces deux notions sont liées à un idéal de « l'*homo habilis* », où « l'individu qui a choisi son indépendance et son horizon tire de ce qu'il fait et fabrique pour son usage immédiat plus de satisfaction que ne lui en procurent des produits fournis par des esclaves ou des machines » et où « les gens vont aussi loin qu'ils le peuvent dans la voie de l'autosubsistance » [Illich, 1981/2005 : 103]. Cet idéal social s'incarne dans des valeurs qu'Illich associe à des activités historiquement ancrées dans une production domestique où « habiter et vivre coïncident » [Illich, 1983/2005 : 314], et dont la société hyper-marchandisée nous a dépossédés. Par extension, il désigne par le terme « vernaculaire » « les activités des gens quand ils ne sont pas motivés par des pensées d'échange, un mot qualifiant les activités autonomes, hors marché, au moyen desquelles les gens satisfont des besoins quotidiens [...]. *Vernaculaire* [lui] paraît un bon vieux mot adéquat à cet objet, et susceptible d'être admis par beaucoup de contemporains » [Illich, 1981/2005 : 152].

Le « vernaculaire » illichéen représente donc le domaine qui, en échappant à la dépendance du marché et à l'autoritarisme des professions « mutilantes », donne accès à l'émancipation. Y parvenir implique deux conditions : se tourner vers des activités dédiées à la production de seules valeurs d'usage et retrouver les capacités à faire soi-même selon des fins et des moyens que chacun détermine. En ce sens, un premier glissement – entretenu par l'horizon utopique dans lequel se situe Illich – tient dans la tentation de réduire l'activité de subsistance au seul faire soi-même, sans y intégrer la condition d'autodétermination, et ainsi de faire de l'autoconstruction une pratique souhaitable et émancipatrice *en soi*.

Un autre glissement émane de la lecture des textes d'Illich : celui qui consiste à transformer en *contre-esthétique* la volonté d'ériger un contre-modèle aux conceptions économiques dominantes. Si le terme « vernaculaire » vise avant tout à qualifier ce qui persiste dans une société pour sa valeur d'usage, en opposition à des manières de faire hétéronomes et imposées par le capitalisme industriel, son emploi a cependant tendance à présenter comme exotiques des formes et des pratiques, et dans le même mouvement, à les figer dans une authenticité fantasmée. Ce d'autant plus en architecture, où l'adjectif « vernaculaire » renvoie aux « architectures sans architectes » [Rudofsky, 1964/1977] et aux spécificités régionales. Illich lui-même, pour argumenter sa critique, fournit des éléments à ces idéalizations à travers une certaine idée du pittoresque : « Les toits de chaume ou de bardeaux, d'ardoises ou de tuiles ont été remplacés par du béton pour quelques-uns et par du plastique ondulé pour la multitude. » [Illich, 1977/2005: 31]

Chez les architectes, à la même période, les signes d'une tendance à esthétiser et romantiser l'autoconstruction se retrouvent notamment dans les travaux de John Turner [1977] qui, dès les années 1970, propose de voir dans les quartiers précaires sud-américains une solution potentielle et généralisable au déficit de logement. C'est aussi pourtant dès cette époque que l'autoconstruction défendue comme « utopie concrète », gage d'autonomie, se heurte à des analyses à contre-courant de la revendication du faire soi-même comme pratique d'émancipation.

L'autoconstruction au prisme de l'exploitation

Ces analyses abordent l'autoconstruction comme l'action d'habitants paupérisés, contraints de prendre en charge la construction de leur propre logement à défaut d'avoir les moyens d'accéder à un logement social ou au marché immobilier formel. On en trouve en particulier l'origine dans les théories latino-américaines du développement qui questionnent depuis les années 1970⁹³ le degré d'intégration et de participation de ces populations à l'économie, et qui permettent de mettre en perspective les approches de l'autoconstruction à partir de son rapport au travail.

L'autoconstruction comme « surtravail »

À cette période, diverses théories de la modernisation proposées en économie et en sociologie postulaient que la pauvreté urbaine n'était qu'une étape à même d'être dépassée par le développement capitaliste. Face au constat de la généralisation des périphéries autoconstruites à mesure que les économies du continent s'industrialisaient, différents courants néo-marxistes ont proposé de décrire la marginalité non plus comme une condition d'exclusion mais comme

93 Pour une synthèse de ces théories, voir C. Kay, 1989.

une forme particulière d'intégration à l'économie industrielle [Quijano, 1977], en avançant que le sous-développement résulte d'une relation de subordination à l'économie des pays développés.

Les contributions théoriques issues du Centre brésilien d'analyse et planification (CEBRAP) à Sao Paulo sont considérées parmi les plus radicales [Kay, 1991] dans la prise en compte de l'importance des populations dites marginales dans le processus d'industrialisation. La relation de dépendance des pays du « capitalisme périphérique » prend la forme d'une économie interne combinant un secteur « avancé », prompt à se moderniser, et un autre « archaïque » dont la faible technicisation est compensée par une main-d'œuvre abondante et bon marché. Dans ce contexte de « capitalisme dépendant », le développement est « inégal et combiné » [Furtado, 1959/2007]. L'organisation d'un marché du travail propre au secteur archaïque, basé sur des bas salaires, est ce qui permet d'alimenter l'accumulation de capital d'un secteur moderne qui profite aux élites nationales et aux intérêts du capitalisme international.

Au sein de ce groupe de recherche, deux auteurs lient explicitement ces théories à l'urbanisation. Dans les travaux d'Oliveira [1982] et de Kowarick [1979], l'autoconstruction est abordée au sein d'une discussion plus large sur l'exploitation. Les habitants des périphéries urbaines autoconstruites ne sont plus considérés comme marginaux ou exclus, mais intégrés de manière fonctionnelle à l'industrialisation par le biais d'une certaine valorisation de leur travail, rendue possible par la réduction de la part du salaire dévolue habituellement au logement :

Un pourcentage non négligeable de maisons de la classe ouvrière a été construit par les propriétaires eux-mêmes, en utilisant les jours de congé, les week-ends et des formes de coopération telles que le *mutirão* [chantiers autoconstruits en entraide]. Or, le logement, bien issu de cette opération, est produit par du travail non rémunéré, c'est-à-dire du surtravail, car son résultat – la maison – se répercute sur une diminution apparente du coût de reproduction de la force de travail – dont les dépenses de logement sont une composante importante – et sur la baisse des salaires réels versés par les entreprises. [de Oliveira, 2015 : 59]

L'autoconstruction, considérée comme « spoliation urbaine » et comme « surtravail », participe à l'accumulation de capital au Brésil et à l'accroissement des inégalités. Dans cette optique, elle peut être vue comme une *dépossession* – temporelle et matérielle – imposée aux populations pauvres, contraintes d'investir leur temps et leurs revenus dans une production domestique de logement. En ce sens, le travail non rémunéré constitue la base de ce que Maricato [1996] nomme une « urbanisation des bas salaires », où l'autoconstruction permet une réduction du coût du travail et devient un moteur de développement économique. Pour Oliveira, les quartiers précaires autoconstruits représentent,

au-delà des postures marginalistes, une « exclusion productive » ou « inclusion par l'exclusion » [Oliveira, 2006 : 73]. Cette injustice sociale à grande échelle dont la généralisation devient dystopie constitue alors un « enfer urbain » [Illich, 1981/2005 : 72] utile et nécessaire, dans le contexte des pays sous-développés, à l'expansion d'un capitalisme dépendant.

Recourir à l'autoconstruction et l'instituer comme solution de production de logement revient, pour Oliveira, à intensifier l'exploitation de la force de travail et à abaisser les coûts de construction sans garantir que la différence bénéficiera aux futurs habitants. L'autoconstruction serait, pour reprendre la terminologie marxiste, le mode privilégié d'accès au logement de l'armée de réserve des travailleurs et préserverait le faible coût de la force d'un travail précaire et maintenu à disposition. Penser l'autoconstruction comme hétéronomie, fardeau imposé aux pauvres, et comme imbriquée dans les structures sociales de l'économie urbaine, permet alors de prendre du recul par rapport aux théories présentant l'acte de construire soi-même son logement comme un exercice d'autonomie *en soi*, en en faisant la critique par le travail.

L'autoconstruction comme « travail fantôme »

Les courants évoqués analysent l'autoconstruction non pas comme une activité émancipatrice mais comme une corvée non rétribuée, injustement imposée à ceux qui n'ont pas les moyens de faire autrement, et entraînant nécessairement une réduction du coût du travail. Pour autant, le rapprochement entre ces théories et la notion de « travail fantôme » développée par Illich à propos du travail domestique peut permettre de dépasser cette apparente intransigeance et d'éviter de réifier ces pratiques, en offrant un cadre de compréhension sensible aux nuances et aux différents contextes au sein desquels elles peuvent surgir.

Je constate en effet, plus directement, l'apparition, avec l'industrialisation, d'un genre de labeur qui ne reçoit pas de rétribution, et qui pourtant ne contribue nullement à rendre le foyer indépendant du marché. En fait, cette nouvelle sorte d'activité, le travail fantôme [...], devient la condition nécessaire de l'existence de son conjoint salarié, le contraignant matériellement à rester dans son emploi, que celui-ci soit légalement déclaré et soumis à l'impôt ou qu'il s'agisse d'un travail noir. [Illich, 1981/2005 : 93-94]

Illich inscrit lui-même le travail fantôme dans les relations de production plus larges : en le définissant comme le « versant occulté de l'économie industrielle » [Ibid. : 116], il met l'accent sur la complémentarité et l'imbrication entre l'emploi formel et ce « travail non payé dont l'accomplissement permet précisément que des salaires soient payés » [Ibid. : 117]. Parce qu'elle est non rémunérée et qu'elle participe néanmoins à l'accumulation économique, l'autoconstruction peut être considérée comme travail fantôme, rapprochant la théorie d'Illich de la définition marxiste de l'autoconstruction en tant que surtravail.

Si Illich juge trop imprécise la notion de « travail reproductif » [*Ibid.* : 128] issue de la théorie marxiste, sa critique ne s'en écarte pas totalement. En proposant de distinguer les activités de subsistance des activités de reproduction de main-d'œuvre salariée, il offre ainsi des pistes pour discerner les natures différentes que peut prendre le travail dans l'économie industrielle. En ce sens, la notion de travail fantôme fait également écho à des travaux qui, cherchant à décrire la complexité des formes de « production domestique du logement » [Mautner, 1999] dans les périphéries des métropoles sud-américaines, ont pour intérêt de reconsidérer l'autoconstruction dans un ensemble plus large de pratiques telles que l'auto-provisionnement [Jaramillo, 2008] ou l'autoproduction [Pirez, 2016]. Ces travaux, tout en s'inscrivant dans le sillage des recherches néo-marxistes évoquées précédemment, en complètent les macro-analyses et offrent des outils pour penser la façon dont les pratiques quotidiennes s'insèrent dans les rapports sociaux de production.

Le processus de *production* de l'habitat précaire n'est ainsi pas isolé de logiques marchandes. Le recours au travail rémunéré, la professionnalisation de maîtres d'œuvre informels et la division du travail sur les chantiers montrent que ces pratiques de construction dépassent l'engagement solitaire ou collectif de propriétaires-habitants dans leurs propres travaux [Ferreira, 2018]. L'existence de formes de commercialisation des produits de ce travail met aussi en évidence des relations marchandes de *consommation*, qu'il s'agisse de matériaux de construction issus de la production industrielle ou du réemploi, ou encore des transactions immobilières de location et de vente de logements informels [Jaramillo, 2008].

Examiner le contexte social et économique dans lequel s'inscrit le travail d'autoconstruction, les conditions dans lesquelles il est entrepris, les acteurs qui en bénéficient et les formes de valorisation auxquelles il donne lieu met en lumière les ambivalences dont ce travail est l'objet, en particulier concernant ses liens avec des pratiques de résistance urbaine et de conquête d'un « droit à la ville » [Lefebvre, 1968]. La mise en dialogue des théories néo-marxistes avec la notion de travail fantôme permet ainsi de complexifier le rapport de l'autoconstruction à l'exploitation, en soulignant *l'invisibilisation* de l'acte de construire soi-même et de ses nuances. Elle montre aussi que l'autoconstruction n'est, *en soi*, ni acte d'émancipation ni surtravail, même lorsque cette pratique est associée à la nécessité et qu'elle s'inscrit dans des circuits économiques subalternes.

Conclusion

Discuter les « vertus » prêtées à l'autoconstruction à partir de cadres d'analyse *a priori* divergents permet plus largement de comprendre comment cette forme de faire soi-même s'articule à l'économie de marché et peut encore – au moins en partie – lui échapper. À ce titre, envisager les pratiques d'autoconstruction à

partir de la notion de travail, et de ses arrière-plans économiques et politiques, permet de montrer le rôle que ces pratiques jouent dans l'économie urbaine – en particulier dans des contextes où l'urbanisation repose majoritairement sur la construction précaire – et de mettre en perspective les relations de pouvoir qu'engage la capacité de construire soi-même par choix ou par contrainte.

Si l'autoconstruction et les pratiques entrant dans le registre du faire soi-même sont valorisées, c'est parce qu'elles contribuent à questionner les possibilités de coopération entre les différents acteurs de la construction de l'habitat. L'approche par le travail permet de débattre des métiers, de la professionnalisation et des compétences – qu'il s'agisse des architectes, des artisans ou des habitants –, et d'ouvrir ces domaines d'activités à d'autres formes d'échanges. Le projet d'Illich cherche à dépasser l'âge des « professions mutilantes », en remettant en cause la sacralité des professions et en luttant contre l'extension du domaine de la marchandisation pour « protéger les libertés productives [et] garantir au profane qualifié le droit de pratiquer sans habilitation formelle » [Illich, 1977/2005 : 83]. En cela, il nous semble pertinent pour questionner la pratique architecturale aujourd'hui.

Ce projet bute toutefois sur des enjeux d'échelle car, dans certains contextes, la généralisation des architectures autoconstruites est associée à une situation de précarité et de dépossession. Comment penser l'autoconstruction au-delà de l'exception vertueuse de projets isolés et interroger le faire soi-même comme « solution productive [...] qui puisse être généralisable » [de Oliveira, 2006 : 84] ? Emprunter des grilles de lecture qui se focalisent sur la nature du travail et sur les rapports économiques induits par les pratiques d'autoconstruction nous semble permettre d'interroger le processus et le mode de production en libre association dans un cadre plus global plutôt que d'idéaliser le geste en l'extrayant des rapports sociaux qu'il implique. Il devient ainsi possible de réintégrer le faire soi-même dans une perspective autogestionnaire.

Penser – et « faire » – un contexte favorable à une autoconstruction émancipatrice implique alors de situer ces pratiques spécifiques par rapport à des enjeux plus amples. L'organisation du travail lors des phases d'études et sur le chantier, les filières d'approvisionnement et de réemploi, les modalités et acteurs des politiques publiques et du financement du secteur de la construction (en particulier du logement) entrent alors nécessairement dans la discussion sur les vertus du faire soi-même comme travail favorisant l'autonomie. L'autoconstruction appréhendée comme une remise en question, voulue ou contrainte, du travail tel qu'il est rendu socialement et économiquement nécessaire dans les sociétés capitalistes permettrait de réhabiliter l'idée que l'espace comme œuvre de ceux qui l'habitent comporte aussi un enjeu démocratique, à savoir la possibilité, sans cesse à renouveler, de subvertir les places des uns et des autres que la société a tendance à figer.

Bibliographie

- BOLTANSKI L. & CHIAPELLO È. (1999/2011) *Le Nouvel Esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.
- BRILLEMBOURG A., KLUMPNER H. & URBAN THINK TANK (2013) *Torre David: Informal Vertical Communities*. Zürich: Lars Müller Publishers.
- CHIAPERRO F. (2017) *Du Collectif Etc aux «collectifs d'architectes»: une pratique matricielle du projet pour une implication citoyenne*, thèse de doctorat en architecture, Université Aix-Marseille.
- FURTADO C. (1959/2007) *Formação econômica do Brasil*. Sao Paulo: Companhia das Letras.
- GRÜNIG IRIBARREN S. (2018) *Ivan Illich. Pour une ville conviviale?* Lormont: Le Bord de l'eau.
- HALLAUER E. (2017) *Du vernaculaire à la déprise d'œuvre: urbanisme, architecture, design*, thèse de doctorat en aménagement de l'espace et urbanisme, Paris: Université Paris Est. Disponible sur: <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01757036> (consulté le 13 septembre 2020).
- ILLICH I. (1977/2005) *Le Chômage créateur*; Œuvres complètes, Vol. 2. Paris: Fayard, 23–90.
- ILLICH I. (1981/2005) *Le Travail fantôme*; Œuvres complètes, Vol. 2. Paris: Fayard, 91–248.
- ILLICH I. (1983/2005) *Le Genre vernaculaire*; Œuvres complètes, Vol. 2. Paris: Fayard, 249–459.
- JARAMILLO S. (2008) «Reflexiones sobre la “informalidad” fundiaria como peculiaridad de los mercados del suelo en las ciudades de América Latina», *Territorios*, Nos 18–19, 11–53.
- KAY C. (1989) *Latin American Theories of Development and Underdevelopment*. Londres: Routledge.
- KAY C. (1991) «Reflections on the Latin American Contribution to Development Theory», *Development and Change*, Vol. 22, No 1, 31–68.
- KOWARICK L. (1979) *A espoliação urbana*. Rio de Janeiro: Editora Paz e Terra.
- LEFEBVRE H. (1968) *Le Droit à la ville*. Paris: Anthropos.
- MACAIRE E. (2018) «Une histoire de “collectifs”», in ATELIER GEORGES & ROLLOT M. (eds.) *L'Hypothèse collaborative, conversation avec les collectifs d'architectes français*. Paris: Hyperville, 16–31.
- MANIAQUE C. (2014) *Go West. Des architectes au pays de la contre-culture*. Marseille: Parenthèses.
- MARICATO E. (1996) *Metrópole na periferia do capitalismo: ilegalidade, desigualdade e violência*. Sao Paulo: Editora Hucitec.
- MAUTNER Y. (1999) «A periferia como fronteira da expansão do capital», in DÉÁK C. & SCHIFFER S. T. R. (eds.), *O processo de urbanização no Brasil*. Sao Paulo: Edusp.
- DE OLIVEIRA F. (2003/2015) *Crítica à razão dualista/O ornitorrinco*. Sao Paulo: Boitempo Editorial.
- DE OLIVEIRA F. (1982) «Prefácio», in Maricato E. (ed.) *A Produção capitalista da casa (e da cidade) no Brasil industrial*. Sao Paulo: Editora Alfa-Omega.
- DE OLIVEIRA F. (2006) «O vício da virtude: autoconstrução e acumulação capitalista no Brasil», *Novos estudos CEBRAP*, No 74, 67–85.
- PÍREZ P. (2016), «Las heterogéneas formas de producción y consumo de la urbanización latinoamericana», *Quid 16*, No 6, 131–167.
- QUIJANO A. (1977) *Imperialismo y «Marginalidad» en América Latina*. Lima: Mosca Azul Editores.
- RUDOFISKY B. (1964/1977) *Architecture sans architectes*. Paris: Éditions du chêne.
- TURNER J. F. C. (1977) *Housing by People: Towards Autonomy in Building Environments*. New York: Pantheon Books.